



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ (DSC)

Sous-commission sur l'avenir de la
sécurité et des capacités de défense
(DSCFC)

L'INITIATIVE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DÉFENSE ET DES CAPACITÉS DE SÉCURITÉ S'Y RAPPORTANT (DCB) DE L'OTAN

Projet de rapport

par Lara MARTINHO (Portugal)
Rapporteure

031 DSCFC 20 F | Original : anglais | 9 avril 2020

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative qui est institutionnellement séparée de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres de la commission de la défense et de la sécurité, le présent document de travail représente seulement le point de vue de la rapporteure. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	L'ÉMERGENCE D'UNE POLITIQUE DE RÉFORME DU SECTEUR INTERNATIONAL DE LA SÉCURITÉ : OPTIMISATION DES ACTIVITÉS D'OUVERTURE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE PARTENAIRES INDIVIDUELS.....	2
A.	DÉFINIR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ	2
B.	PRÊTER MAIN FORTE : LE RÔLE DE L'OTAN EN TERMES D'ASSISTANCE BILATÉRALE DANS LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ – DU PPP À LA DCB.....	3
C.	VERS UNE SOURCE D'OPPORTUNITÉS DE PARTENARIATS INDIVIDUELS	4
D.	UN PROCESSUS LARGE ET TOURNÉ VERS L'AVENIR EN PRINCIPE : MAIS UNE DIFFICILE MISE EN ŒUVRE EN PRATIQUE	5
E.	OFFRES DE PROGRAMME MULTIPLES ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES CONCURRENTS	5
F.	2014 : UNE OCCASION D'OPÉRER UN CHANGEMENT AU NIVEAU DES PRIORITÉS ET DE L'IMPACT DES PARTENARIATS BILATÉRAUX DE L'OTAN EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ COOPÉRATIVE	6
III.	« UN PARTENAIRE, UN PLAN » : L'INITIATIVE OTAN DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DÉFENSE ET DES CAPACITÉS DE SÉCURITÉ S'Y RAPPORTANT (DCB) :.....	7
A.	« UN PARTENAIRE, UN PLAN » : TROUVER LA BONNE STRATÉGIE POLITIQUE	8
B.	GÉORGIE.....	8
1.	Le centre conjoint OTAN-Géorgie de formation et d'évaluation (JTEC)	9
2.	École pour le renforcement des institutions de défense.....	10
3.	Sécurité maritime.....	10
4.	Le rôle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.....	10
C.	RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	11
D.	JORDANIE	12
E.	IRAQ.....	12
1.	Mission OTAN en Iraq (NMI)	13
2.	La concurrence régionale américano-iranienne	13
F.	TUNISIE	14
IV.	LES DÉFIS À VENIR EN MATIÈRE DE DCB : CONCLUSIONS PROVISOIRES À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES DE L'OTAN	15
	BIBLIOGRAPHIE	18

I. INTRODUCTION

1. L'OTAN collabore depuis longtemps avec des pays partenaires dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. La politique de la main tendue de l'OTAN en direction de ses anciens adversaires du pacte de Varsovie dans le sillage de la guerre froide a annoncé la couleur sur les avantages incontestables que l'Alliance entrevoyait dans le fait d'élargir ses activités de partenariat en matière de sécurité coopérative. La coopération engendre la confiance et étend la zone de stabilité pour toutes les parties concernées.

2. Les initiatives bilatérales menées par l'OTAN pour aider des pays partenaires sur la voie des réformes, et les aider à renforcer et rationaliser leurs institutions de défense, et d'autres organes dirigeants les supervisant, ont pris de nombreuses formes différentes dès les premiers jours de l'après-guerre froide. Le succès de ces activités de partenariat a permis d'élargir les meilleures pratiques des pays alliés à d'autres pays et régions du monde entier. Dans le concept stratégique 2010 de l'OTAN, la sécurité coopérative, la défense collective et la réponse aux crises sont définies comme des tâches fondamentales, essentielles au maintien de la paix et de la sécurité de l'Alliance.

3. Mais l'OTAN a compris la nécessité d'adapter son approche en matière de sécurité coopérative après les importants bouleversements sécuritaires de 2014. En effet, deux pays partenaires clés, l'Ukraine et l'Iraq, s'étaient alors retrouvés confrontés à des défis de sécurité liés à leur intégrité territoriale, dont les effets se sont fait ressentir bien au-delà de leurs frontières. Il était désormais clair que tout défi de sécurité affectant les régions voisines des pays de l'OTAN pouvait avoir - et avait effectivement - un impact direct sur la sécurité de l'Alliance.

4. L'annexion illégale de la Crimée et l'intervention militaire en Ukraine orientale par une Russie résurgente, la montée de Daech en Iraq et en Syrie, ainsi que les vagues de terrorisme que cela a inspiré, n'ont par ailleurs laissé aucun doute sur la probabilité de voir se répéter ce genre de chocs et de défis sécuritaires, à l'avenir, dans le voisinage de l'OTAN. Dès lors, l'Alliance s'est employée à faire de la sécurité coopérative une fonction essentielle de sa défense collective en la replaçant au centre de son attention.

5. L'un des principaux moyens d'y parvenir a été l'annonce d'une nouvelle initiative bilatérale de renforcement des capacités de défense lors du sommet tenu en 2014 au pays de Galles : l'Initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant (DCB). Cette initiative visait à intensifier la coopération dans le secteur de la défense et de la sécurité entre les Alliés de l'OTAN et leurs partenaires stratégiques potentiellement vulnérables.

6. Aujourd'hui, l'initiative DCB de l'OTAN fait partie intégrante des activités d'ouverture essentielles de l'OTAN vers ses partenaires en matière de sécurité coopérative. Ce programme permet aux Alliés de l'OTAN de privilégier une coopération très étroite avec certains pays partenaires de sorte à améliorer et à rendre plus résilientes leurs institutions de défense, leurs forces et leurs capacités. Cette initiative est mue par la volonté de soutenir prioritairement les domaines dans lesquels les outils existants ne permettent pas d'apporter une réponse à la coopération souhaitée en termes de portée et de priorités, et elle permet donc de fournir un soutien personnalisé et efficace au secteur de la défense et de la sécurité, grâce au fort soutien politique apporté par les Alliés. On entend souvent, dans les couloirs du secrétariat international à Bruxelles, des experts de la défense employer la formule *un pays, un plan* lorsqu'ils parlent de l'initiative DCB. Le présent rapport retracera l'historique des activités d'ouverture de l'OTAN en matière de coopération sécuritaire bilatérale, puis il mettra en lumière les efforts déployés dans les cinq pays actuellement bénéficiaires de la DCB. Il tentera aussi d'exposer les problèmes persistants rencontrés pour rendre l'initiative OTAN de renforcement des capacités de défense

plus efficace. Enfin, le document se terminera sur des recommandations provisoires à l'intention des parlementaires des pays de l'OTAN qui s'occupent de cette question.

II. L'ÉMERGENCE D'UNE POLITIQUE DE RÉFORME DU SECTEUR INTERNATIONAL DE LA SÉCURITÉ : OPTIMISATION DES ACTIVITÉS D'OUVERTURE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE PARTENAIRES INDIVIDUELS

7. Avec la prévalence accrue d'enjeux sécuritaires complexes émanant d'États faillis ou faillissant ou résultant de guerres civiles survenues dans le sillage de la guerre froide, les décideurs politiques du monde entier ont bien été obligés de faire le lien entre assistance au développement et questions sécuritaires. De nombreux Alliés et pays partenaires se sont efforcés d'ancrer la stabilité dans des pays en transition et dans des pays en proie aux conflits par le biais d'efforts de réforme du secteur de la sécurité (RSS) coordonnés et transsectoriels¹ (Eckhard, 2016). Si les premières approches étaient plutôt ad hoc, les initiatives RSS coordonnées se sont rationalisées avec l'expérience et le temps.

8. Les premières initiatives RSS ont mis en évidence la nécessité de disposer d'un partenaire local viable avec lequel les Alliés et les partenaires pourraient lancer des initiatives de réforme sur mesure pour répondre aux besoins du gouvernement local. Une coopération politique étroite entre conseillers et bénéficiaires RSS a permis une meilleure appropriation locale, et les institutions de sécurité nationales locales ainsi réformées ont garanti en retour une stabilité plus durable. Mais il a été constaté qu'une mauvaise mise en œuvre d'investissements RSS entraînait souvent la persistance de dysfonctionnements dans le secteur de la sécurité (Eckhard, 2016).

9. On comprendra donc aisément comment des institutions de sécurité dysfonctionnelles et corrompues représentent une menace pour la stabilité régionale. En effet, elles peuvent non seulement devenir des sanctuaires pour la criminalité organisée et le terrorisme mais elles peuvent aussi être, en fin de compte, des facteurs importants de (re)précipitation d'un État dans un conflit civil. À l'inverse, l'existence d'institutions de sécurité efficaces favorise un environnement propice au développement économique et aux investissements étrangers, ce qui contribue en retour à réduire la pauvreté et à créer une paix et une stabilité durables (Caparini, 2002).

A. DÉFINIR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

10. Tout au long de l'année, l'AP-OTAN travaille en étroite coopération avec le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) sur des initiatives liées à la RSS. Voici une définition concrète de la RSS permettant de comprendre ces initiatives : « le processus politique et technique qui consiste à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité humaine à travers la prestation, la gestion et le contrôle efficaces et responsables des services de sécurité, dans le cadre d'un contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'État de droit et des droits humains » [DCAF, 2015(a)].

11. L'efficacité de la RSS dépend généralement du degré d'implication d'acteurs externes. Les organisations internationales, les gouvernements locaux et nationaux, les ONG internationales ainsi que les engagements bilatéraux entre États contribuent tous à la mise en œuvre de la RSS en apportant une aide essentielle et en fournissant des avis et un soutien en faveur d'indispensables réformes internes. Néanmoins, comme mentionné ci-dessus, l'existence d'un

¹ Le secteur de la sécurité est défini assez largement, une liste non-exhaustive y intégrant le pouvoir exécutif national, le parlement, les ministères concernés, le secteur militaire, les organes de police et de sécurité locaux et nationaux, la communauté du renseignement, le système judiciaire ainsi que les interventions civiles d'urgence.

partenariat politique viable avec le pays hôte reste le paramètre déterminant pour une RSS efficace et durable.

12. L'OTAN soutient depuis longtemps la mise en œuvre de processus de RSS dans des pays en transition : l'Alliance a mené des processus RSS essentiels dans toute l'Europe centrale et orientale alors que de nombreux pays de la région rivalisaient pour adhérer à l'OTAN durant la période de l'après-guerre froide (Caparini, 2002). Dans les plans d'action pour l'adhésion (MAP) de l'OTAN proposés aux pays aspirant à l'adhésion, le respect de normes communes et la réalisation de réformes sur mesure du secteur de la sécurité ont été posés comme conditions à une entrée dans l'Alliance². L'OTAN a également élaboré et déployé toute une série de missions et d'initiatives au titre de la réforme liée à la défense et à la sécurité dans le cadre des initiatives de sécurité coopérative qu'elle a menées avec des pays partenaires situés dans son voisinage proche et au-delà (Diaz-Plaja, 2018).

13. Ce qui suit est un bref récapitulatif de l'évolution des programmes d'ouverture menés par l'OTAN avec des partenaires individuels en matière de sécurité coopérative depuis la guerre froide.

B. PRÊTER MAIN FORTE : LE RÔLE DE L'OTAN EN TERMES D'ASSISTANCE BILATÉRALE DANS LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ – DU PPP À LA DCB

14. Dans les déclarations officielles faites à l'occasion du sommet de l'OTAN tenu à Londres en 1990, les dirigeants des pays de l'Alliance eurent l'audace de s'écarter de la position adoptée durant la guerre froide et de « tendre la main de l'amitié » à leurs anciens adversaires du pacte de Varsovie (OTAN, 1990). Et c'est pour faciliter cette tentative de coopération récemment affichée que le Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA) fut créé en tant que mécanisme formel de dialogue et de coopération en décembre 1991.³ Toute une série de structures de coopération furent par la suite rapidement mises en place.

15. Au lendemain de la guerre froide, l'environnement de sécurité international était jugé suffisamment permissif pour permettre à l'Alliance de transférer l'essentiel de son attention de la défense collective vers la sécurité coopérative. En l'absence de mission essentielle à conduire pour dissuader toute agression du bloc soviétique, la volonté politique s'est fait ressentir chez les Alliés de profiter des *dividendes de paix* de l'après-guerre froide pour étendre les possibilités offertes par l'ordre libéral international en instaurant une coopération politique et militaire plus large. On avait supposé que l'ouverture diplomatique élargie au moyen des différentes plateformes et initiatives pour la sécurité coopérative déboucherait sur une réforme institutionnelle de la défense qui favoriserait, en retour, un plus grand contrôle démocratique des forces armées et encouragerait au final une tendance plus large vers une bonne gouvernance globale. Ainsi, si la sécurité coopérative est rapidement devenue une tâche essentielle de l'Alliance au même titre que

² Les principes suivants guident l'OTAN lors de la mise en place de cadres de coopération RSS avec des pays partenaires : contrôle démocratique des activités de défense ; participation de la société civile à l'élaboration d'une politique de défense et de sécurité ; supervision du secteur de la défense par le pouvoir législatif et judiciaire ; procédures détaillées pour évaluer les risques de sécurité et les besoins de défense nationale ; gestion optimisée des ministères de la défense et des agences chargées des questions de défense ; respect des normes internationalement reconnues et des pratiques établies ; structures et pratiques efficaces et fiables en matière de personnel ; procédures financières, de planification et d'allocation des ressources efficaces et rationnelles ; gestion économiquement viable des dépenses de défense ; ainsi qu'une coopération internationale renforcée et de bonnes relations de voisinage sur les questions de défense et de sécurité (DCAF, 2017).

³ Le CCNA fut rebaptisé Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) en 1997 et continue de servir de principale tribune politique aux Alliés et à leurs partenaires dans la zone euro-atlantique.

la défense collective et la réponse aux crises, cette tâche menée au titre des efforts militaires des Alliés avait incontestablement une orientation politique.

C. VERS UNE SOURCE D'OPPORTUNITÉS DE PARTENARIATS INDIVIDUELS

16. Dès 1994, l'Alliance a mis en place le programme du Partenariat pour la paix (PPP) afin de créer une voie plus structurée permettant aux pays partenaires de développer des relations bilatérales avec l'OTAN sur les questions de sécurité. Les premières initiatives du PPP ont débouché sur la création d'une relation essentiellement à deux voies avec (principalement) des pays européens non alignés : il s'agissait soit d'ouvrir un chemin de réformes structurées pour les États souhaitant devenir des candidats crédibles à l'adhésion à l'OTAN soit de permettre une plus étroite coopération avec les partenaires cherchant à conserver leur neutralité comme la Suède, la Finlande, l'Irlande et l'Autriche (Raji, 2019).

17. Les succès rapides enregistrés par les initiatives PPP de l'OTAN peuvent être soulignés comme étant l'une des plus grandes réalisations diplomatiques de l'Alliance durant la période de l'après-guerre froide. Ce programme a permis une coopération suivie avec l'Alliance pour contribuer à réformer les institutions de défense, renforcer le contrôle démocratique des forces armées, partager les meilleures pratiques militaires et stimuler la coopération militaro-militaire. En même temps, on pensait que de telles activités de partenariat en matière de sécurité coopérative pourraient aussi offrir à la Russie une preuve manifeste de la nature inoffensive du futur élargissement potentiel de l'OTAN (Raji, 2019). Et en effet, la Russie a rejoint le PPP de l'OTAN en 1994 et a démarré une coopération sérieuse avec l'Alliance⁴.

18. Parallèlement à l'initiative PPP, l'OTAN a aussi lancé le Dialogue méditerranéen⁵ en 1994 tandis que, dix ans plus tard, des pays du Golfe sont venus s'ajouter aux activités de partenariat de l'OTAN en matière de sécurité coopérative avec l'Initiative de coopération d'Istanbul⁶. En avril 2011, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN ont élargi le PPP à tous les pays partenaires cherchant à établir des relations plus étroites avec l'OTAN⁷. Depuis, le nombre de pays partenaires dans le monde a continué d'augmenter au fur et à mesure que les Alliés se sont efforcés de maintenir la coopération avec un grand nombre des partenaires mondiaux ayant contribué aux missions de l'OTAN au fil des ans et notamment aux efforts de l'OTAN en Afghanistan⁸.

⁴ Ce n'est que lorsque Vladimir Poutine est devenu président que le discours entourant la coopération avec l'OTAN a été systématiquement présenté comme un danger pour les intérêts de sécurité russes (Raji, 2019).

⁵ Le Dialogue méditerranéen concerne actuellement sept pays non OTAN de la région méditerranéenne : l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie.

⁶ L'Initiative de coopération d'Istanbul encourage une coopération bilatérale plus étroite entre l'OTAN et 4 des 6 pays membres du Conseil de coopération du Golfe : le Bahreïn, le Qatar, le Koweït et les EAU. L'Arabie saoudite et Oman ont exprimé leur intérêt pour l'initiative.

⁷ Les membres actuels du PPP sont l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la Finlande, la Géorgie, l'Irlande, le Kazakhstan, le Kirghizistan, Malte, la République de Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie, la Serbie, la Suède, la Suisse, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine.

⁸ En plus des pays appartenant aux structures formelles de l'OTAN, celle-ci coopère également avec un certain nombre de pays qui ne font pas partie de ces structures. Ces derniers, qui sont souvent appelés « partenaires du monde entier », coopèrent avec l'OTAN dans des domaines d'intérêt mutuel, concernant entre autres les défis de sécurité émergents, et certains d'entre eux contribuent activement à des opérations de l'OTAN, en apportant une aide militaire directe ou d'autres moyens. Ces pays sont : l'Afghanistan, l'Australie, la Colombie, l'Iraq, le Japon, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et la République de Corée.

D. UN PROCESSUS LARGE ET TOURNÉ VERS L'AVENIR EN PRINCIPE : MAIS UNE DIFFICILE MISE EN ŒUVRE EN PRATIQUE

19. Alors que le nombre de pays partenaires était en rapide augmentation, l'OTAN a lancé le processus de planification et d'examen (PARP) en 1995 pour rationaliser l'éventail d'activités de coopération relativement ponctuelles (Entretiens OTAN, 2020). Le PARP est un programme à deux volets conclu entre l'OTAN et tout pays partenaire individuel dans le but de concevoir un moyen d'évaluer les progrès de la réforme institutionnelle de la défense et de la modernisation des armées⁹. Si la participation au PARP est censée être ouverte sur une base volontaire, il représente néanmoins une condition que doit remplir tout État souhaitant rejoindre le MAP (Entretiens OTAN, 2020).

20. Le PPP permet à des pays partenaires de mettre en place des programmes de coopération spécifiques avec l'OTAN. Une fois la relation établie, les pays participants peuvent fixer leurs propres priorités en matière de coopération, c'est-à-dire qu'ils peuvent choisir individuellement les activités de coopération en fonction de leurs ambitions déclarées et de leurs capacités existantes. Une fois les priorités fixées par le pays partenaire, un Programme individuel de partenariat et de coopération (IPCP) est établi, qui fait l'objet d'un accord mutuel (Entretiens OTAN, 2020). Les IPCP sont approuvés pour une période de deux ans et les activités proposées dans le cadre de ces programmes proviennent du menu de coopération partenariale (PCM), qui compte plus de 1 500 activités (Entretiens OTAN, 2020).

21. L'ampleur et la profondeur des activités de partenariat de l'OTAN avec des partenaires individuels se sont élargies lorsque les Alliés ont entériné les plans d'action individuels pour le Partenariat (IPAP) au sommet de Prague en 2002. L'IPAP fournit une assistance individuelle ciblée sur toute une série de questions liées à la défense et à la sécurité¹⁰, pour une période de deux ans également et renouvelable, sachant que ces plans privilégient davantage le soutien des initiatives de réformes internes. En octobre 2004, la Géorgie est devenue le premier pays à avoir conclu un IPAP avec l'OTAN. Puis sont venus l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Kazakhstan, la République de Moldova, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie.

22. Le plan d'action du partenariat pour l'établissement d'institutions de défense (PAP-DIB), qui a été lancé au sommet de l'OTAN tenu en 2004 à Istanbul, vise à soutenir les partenaires qui s'efforcent de réformer leurs institutions de défense pour répondre à leurs besoins nationaux et honorer leurs engagements internationaux (OTAN, 2018). Le PAP-DIB définit une série de principes à intégrer dans des outils de partenariat existants, en particulier le PARP, l'IPCP et l'IPAP. Si le PAP-DIB a été élaboré dans le cadre du CPEA, il revêt un intérêt particulier pour les partenaires du Caucase et d'Asie centrale.

E. OFFRES DE PROGRAMME MULTIPLES ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES CONCURRENTS

23. Comme vont bien vite le remarquer les responsables de l'OTAN, la capacité d'offrir un soutien efficace et ciblé à des pays partenaires individuels a fini par se perdre à force de vouloir créer un éventail d'offres de coopération apparemment inépuisable à un nombre toujours plus grand de partenaires. Si, en théorie, la rationalisation des initiatives de coopération par le biais du

⁹ Le PARP est un processus biennal soumis à l'approbation du Conseil de l'Atlantique Nord, qui prévoit que le pays partenaire et l'OTAN s'accordent sur une série d'objectifs chaque année paire et que les progrès soient évalués les années impaires.

¹⁰ Les grandes questions peuvent être divisées en catégories telles que : questions militaires et de défense, information publique, sciences et environnement, plans civils d'urgence, moyens administratifs, de protection et de sécurité.

PARP et de l'IPAP/IPCP a créé la capacité de proposer des activités d'ouverture plus efficaces à des pays partenaires individuels, en pratique l'évolution a prouvé le contraire.

24. À la base, un enjeu majeur du processus consiste à définir les objectifs stratégiques de toute activité de partenariat de l'OTAN en matière de sécurité coopérative avec un partenaire individuel (Entretiens OTAN, 2020). Comme l'a fait remarquer un responsable de l'OTAN, « l'OTAN dispose de tous les outils que vous pouvez imaginer pour développer les capacités, mais le problème est que, le plus souvent, ces programmes ne fonctionnent pas dans des modèle en tuyau de poêle » (Entretiens OTAN, 2020). S'il y a peu, voire pas, de doublons entre ces outils, il est toutefois difficile de comprendre les chevauchements et les lacunes au niveau du soutien pratique, concernant en particulier le manque de visibilité de la coopération bilatérale entre tel ou tel pays allié et le pays partenaire (Entretiens OTAN, 2020).

25. Un autre défi majeur a été représenté par le fait qu'au cours des années antérieures à 2014, les activités de partenariat ont exagéré la volonté des Alliés à investir les ressources nécessaires pour satisfaire à toutes les demandes concurrentes de partenaires en quête d'un pays allié pour répondre à leurs demandes. L'État partenaire et les Alliés se concertent et s'accordent sur les objectifs de coopération définis¹¹. Une fois obtenu l'accord du Conseil de l'Atlantique Nord pour une coopération en matière d'assistance à la sécurité, les partenaires doivent ensuite solliciter l'aide dont ils ont besoin auprès des pays alliés. Finalement, ce processus a fini par devenir problématique parce que soit il manquait le soutien nécessaire de la part des Alliés pour réaliser le paquet de mesures proposé pour un pays partenaire donné, soit le pays partenaire ne parvenait pas à atteindre les objectifs fixés (Entretiens OTAN, 2020).

F. 2014 : UNE OCCASION D'OPÉRER UN CHANGEMENT AU NIVEAU DES PRIORITÉS ET DE L'IMPACT DES PARTENARIATS BILATÉRAUX DE L'OTAN EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ COOPÉRATIVE

26. En 2014, l'environnement de sécurité européen s'est fortement dégradé. Deux éléments clés ont orienté les décisions dans le sens d'une adaptation de la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance pour pouvoir relever le défi du maintien de la paix et de la sécurité en son sein. Le premier concernait l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014 et le second, les répercussions liées à l'expansion du groupe État islamique en Iraq et en Syrie, depuis l'importante hausse du nombre de personnes déplacées venant chercher refuge en Europe jusqu'à l'augmentation des attentats terroristes inspirés de l'extrémisme violent.

27. Pour faire face au problème de l'environnement de sécurité en rapide évolution, et avec l'expérience de l'Afghanistan encore fraîchement à l'esprit, le principal enseignement que l'Alliance a tiré des événements de l'année 2014 a été la nécessité d'en revenir à sa priorité première, à savoir la *défense collective*. L'autre enseignement tiré est que la sécurité des pays membres de l'OTAN est inextricablement liée à la stabilité des pays voisins. L'Alliance a compris la nécessité de faire de la sécurité coopérative un principe de défense collective. C'est pourquoi la mutation de l'environnement de sécurité intervenu en 2014 a fourni l'occasion de reconsidérer les activités de partenariat en matière de sécurité coopérative en tenant compte des problèmes susmentionnés qui se sont invités dans le processus.

28. Deux nouveaux instruments de sécurité coopérative ont donc été introduits au sommet de l'OTAN de septembre 2014 : l'initiative pour l'interopérabilité avec les partenaires (PII) et l'initiative

¹¹ Dans une dernière étape, tous les objectifs définis pour telle ou telle coopération sont précisés et rassemblés par le Comité des partenariats et de la sécurité coopérative (PCSC), puis soumis au Conseil de l'Atlantique Nord pour approbation. Mais, comme le font remarquer des représentants de l'OTAN, c'est l'État partenaire qui est aux commandes lorsqu'il s'agit de définir le paquet d'objectifs dans le cadre d'un programme d'assistance de partenariat (Entretiens OTAN, 2020).

de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant (DCB). Alors que la PII mettait l'accent sur l'aptitude à maintenir et à renforcer la capacité des partenaires à mener des opérations militaires conjointes avec les forces de l'OTAN¹², l'initiative DCB fournit un paquet de mesures d'assistance ciblé aux partenaires individuels lorsque les outils et programmes existants ne permettent pas de répondre aux exigences. Comme on peut le lire dans les déclarations faites lors du sommet de 2014, l'initiative DCB doit aider l'Alliance à « projeter la stabilité sans déployer d'importantes forces de combat » (OTAN, 2014). En d'autres termes : la présence de voisins plus solides fera office de rempart contre les différentes menaces extérieures susceptibles de se propager au territoire de l'Alliance.

III. « UN PARTENAIRE, UN PLAN » : L'INITIATIVE OTAN DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DÉFENSE ET DES CAPACITÉS DE SÉCURITÉ S'Y RAPPORANT (DCB) :

29. L'initiative DCB de l'OTAN a été conçue pour former un pilier essentiel de l'initiative plus large de l'Alliance intitulée *Projection de la stabilité*¹³, laquelle est spécifiquement axée sur la formulation d'avis stratégiques concernant la réforme du secteur de la défense et de la sécurité s'y rapportant et l'établissement d'institutions, ainsi que sur le développement de capacités et de forces de défense essentiellement au travers de programmes d'éducation et d'entraînement. Elle vise à améliorer les capacités de défense et de sécurité s'y rapportant et à renforcer la résilience des partenaires. Elle constitue aussi un élément clé de l'*approche à 360 degrés en matière de sécurité* prônée par l'Alliance, dont le but est d'essayer de remédier à toute une série de causes d'instabilité, quelle qu'en soit la provenance, de sorte à faire cesser ou à atténuer sérieusement les problèmes de sécurité se posant dans le voisinage de l'Alliance avant qu'ils ne l'impactent directement.

30. L'OTAN a accordé les premiers paquets DCB à la Géorgie et à la Jordanie lors du sommet de 2014 au pays de Galles et elle a entamé la mise en œuvre de ces paquets par le biais de partenariats existants avec ces pays. Les paquets destinés à la République de Moldova et à l'Iraq ont été approuvés en 2015. Le sommet de Bruxelles tenu en 2018 a marqué le lancement du paquet DCB pour la Tunisie¹⁴. N'importe quel pays partenaire peut solliciter un paquet DCB mais l'approbation d'un tel investissement de la part du Conseil de l'Atlantique Nord répond à des conditions assez strictes (Entretiens OTAN, 2020).

¹² L'esprit de l'initiative était de maintenir la puissance et l'efficacité, ainsi que, dans une large mesure, l'interopérabilité des partenariats que l'OTAN avait mis en place avec un très large éventail de pays partenaires durant la longue opération de la FIAS en Afghanistan.

¹³ Projeter la stabilité est un concept relativement large, qui a été lancé lors du sommet de 2014 au pays de Galles. Il s'agit en substance d'un programme de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant, axé sur la conception et la mise en œuvre de missions de formation, de conseil et d'assistance avec des partenaires situés dans le voisinage immédiat des pays de l'OTAN et au-delà. Il a été établi que la sécurité des régions au-delà des frontières de l'OTAN a un impact direct sur la sécurité des pays alliés (déclarations faites au sommet de l'OTAN de 2016). Les missions peuvent aller de la formation et de l'entraînement militaires en vue d'exécuter des tâches telles que la protection des frontières, jusqu'aux tactiques de réaction aux crises et de lutte contre le terrorisme, et à l'atténuation des effets de la guerre hybride. Projeter la stabilité vise à renforcer la résilience des pays partenaires face aux menaces hybrides et aux menaces émanant de la zone grise, lesquelles risquent de saper les institutions et la capacité de réaction des États.

¹⁴ Les déclarations faites lors du sommet du pays de Galles de 2014 mentionnent que l'Alliance est disposée à fournir un soutien DCB à la Libye « lorsque les conditions le permettront » (OTAN, 2014). À ce jour, les conditions sur le terrain n'ont toujours pas permis de relancer les pourparlers sur l'initiative DCB.

31. Comme énoncé dans la politique de l'OTAN, les paquets DCB sont adaptés à la demande et personnalisés pour répondre aux besoins respectifs des pays bénéficiaires : l'objectif est de contribuer à une approche plus spécifique, ciblée et cohérente du renforcement des capacités de défense pour les pays bénéficiaires. C'est pourquoi les paquets DCB de l'OTAN incluent des instruments tels que la fourniture d'avis stratégiques, la formation et l'entraînement de forces locales et l'apport d'un soutien spécialisé, comme la maintenance d'équipements modernes. Comme mentionné plus haut, les meilleures pratiques que l'OTAN a acquises après tant d'années consacrées aux activités d'assistance dans le secteur de la sécurité lui permettent de répondre au mieux aux besoins des partenaires demandeurs.

32. Les paquets DCB peuvent bénéficier d'un soutien financier de la part du fonds d'affectation spéciale DCB mis en place en 2015. Les pays membres et les pays partenaires de l'OTAN peuvent contribuer sur la base du volontariat à un projet spécifique de développement des capacités (Revue de l'OTAN, 2018). À ce jour, 23 pays alliés et trois partenaires ont financé le fonds d'affectation pour un montant de 23,3 millions d'euros¹⁵ [OTAN, 2020(c)]. La collaboration avec d'autres organisations internationales permet à l'OTAN de maximiser l'impact des paquets DCB, et d'éviter ainsi des chevauchements entre les différents programmes d'assistance liés à la défense et à la sécurité mis en place par les Nations unies, l'OSCE et l'Union européenne. Ce fonds d'affectation a réalisé ou participé à 35 projets différents [OTAN, 2020(c)]. Jusqu'à présent, tous les Alliés et sept pays partenaires ont contribué à l'initiative DCB [OTAN, 2020(c)].

A. « UN PARTENAIRE, UN PLAN » : TROUVER LA BONNE STRATÉGIE POLITIQUE

33. Pour rationaliser l'approche de l'OTAN en matière de sécurité coopérative, tous les programmes et outils de partenariat pratiques ont été concentrés sur la direction chargée de l'établissement d'institutions de défense et du renforcement des capacités au sein de la division Opérations de l'OTAN. Des responsables de l'OTAN estiment que procéder ainsi rendra le programme plus stratégique, plus cohérent et plus efficace (Entretiens OTAN, 2020). Le but est que les activités de partenariat bilatérales de l'OTAN en matière de sécurité coopérative ne proposent que des séries d'objectifs uniques de manière à maximiser les résultats éventuels. Pour désigner cette réalité, des responsables au siège de l'OTAN emploient la formule « *un partenaire, un plan* » (Entretiens OTAN, 2020).

34. Voici à présent un bref récapitulatif des paquets DCB de l'OTAN mis en place à ce jour.

B. GÉORGIE

35. Au sommet de l'OTAN tenu en 2014 au pays de Galles, le paquet substantiel OTAN-Géorgie (SNGP) a été lancé dans le cadre plus large de l'initiative DCB. Le SNGP vise à renforcer les capacités de défense de la Géorgie, à développer une coopération et une interopérabilité étroites avec l'OTAN en matière de sécurité, et à soutenir les efforts de la Géorgie pour adhérer à l'Alliance. La Géorgie a déjà su prouver, au fil des ans, qu'elle était un partenaire essentiel pour l'Alliance en tant que remarquable contributeur aux missions et opérations de l'OTAN et en tant que plus grand pays non membre de l'OTAN contribuant aujourd'hui à la mission en Afghanistan, par exemple.

36. L'OTAN a récompensé la Géorgie pour ses contributions constantes et notables à l'Alliance en lui accordant un paquet DCB pour l'aider à mettre ses institutions et ses capacités de défense

¹⁵ Finlande, Irlande, République de Macédoine du Nord et Suède.

aux normes de l'OTAN. Une telle mise à niveau représenterait un grand pas en avant vers une adhésion ultérieure de la Géorgie à l'Alliance¹⁶.

37. Le paquet initial esquissé en 2014 mettait l'accent sur 13 domaines de coopération : acquisition, planification opérationnelle stratégique, forces d'opérations spéciales, police militaire, cyberdéfense, sécurité maritime, communication stratégique, centre conjoint de formation et d'évaluation, capacité logistique, renseignement et communication, école pour le renforcement des institutions de défense, aviation et défense aérienne et exercices OTAN-Géorgie ouverts aux partenaires. La gestion de crise et la contre-mobilité ont été définis comme deux secteurs prioritaires supplémentaires, qui ont été ajoutés au SNGP en 2016. L'initiative consacrée à la planification stratégique et opérationnelle a été déclarée close en octobre 2017.

38. Aujourd'hui, une équipe de base OTAN et une division de coordination et de supervision géorgienne connexe continuent d'œuvrer à la mise en œuvre des 14 initiatives SNGP restantes. L'équipe de base OTAN guide les projets, assure la coordination et le financement nécessaire (Entretiens OTAN, 2020). À ce jour, un grand nombre de pays alliés et partenaires ont apporté un soutien au SNGP sous la forme d'expertise et/ou de ressources (Entretiens OTAN, 2020). À la réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN tenue le 20 novembre 2019, il a été convenu de réexaminer et d'actualiser le SNGP. Le SNGP sera donc réexaminé au cours de l'année afin de décider quelles initiatives doivent être poursuivies, quels secteurs doivent être ajoutés et quelles initiatives peuvent être considérées comme closes avec succès (Entretiens OTAN, 2020).

39. Trois initiatives, le centre conjoint OTAN-Géorgie de formation et d'évaluation, l'école pour le renforcement des institutions de défense et la sécurité maritime soulignent l'ampleur et la profondeur du SNGP.

1. Le centre conjoint OTAN-Géorgie de formation et d'évaluation (JTEC)

40. Inauguré en 2015, le Centre conjoint OTAN-Géorgie de formation et d'évaluation (JTEC) est un pôle central dont le principal mandat consiste à faire en sorte de réformer, moderniser et renforcer les forces de défense de la Géorgie, d'améliorer leur interopérabilité avec les forces de l'OTAN, de coordonner la formation et les exercices multinationaux et de contribuer à une plus large stabilité dans la région de la mer Noire et du Caucase (OTAN, 2016). Depuis sa création, le JTEC a formé des dizaines de milliers de membres des forces armées géorgiennes pour des missions nationales, régionales et même internationales comme la mission *Resolute Support* de l'OTAN en Afghanistan.

41. En 2016, le JTEC a accueilli un exercice OTAN-Géorgie. L'exercice visait surtout à entraîner une brigade multinationale dirigée par la Géorgie à planifier, à coordonner et à exécuter une opération de réponse aux crises selon les normes opérationnelles de l'OTAN. Il est prévu que cet exercice OTAN-Géorgie, qui est organisé dans le cadre du SNGP, ait lieu tous les trois ans. En mars 2019, le JTEC a mené un exercice militaire conjoint, élargissant ainsi le rôle et les responsabilités du personnel géorgien. L'exercice comptait 350 participants issus de 24 pays membres et partenaires de l'OTAN (OTAN, 2020).

42. L'exercice OTAN-Géorgie n'est pas seulement indispensable pour renforcer la capacité de la Géorgie à pouvoir organiser des cycles d'exercices de manière autonome, mais c'est également un signal fort traduisant le soutien politique que tous les Alliés continuent d'apporter à la Géorgie.

¹⁶ Tous les Alliés ont confirmé leur détermination à soutenir les efforts déployés par la Géorgie pour devenir un Allié de l'OTAN (OTAN, 2018). L'Assemblée parlementaire de l'OTAN continue d'appuyer une adhésion future de la Géorgie à l'Alliance.

2. École pour le renforcement des institutions de défense

43. Le SNGP a créé l'école pour le renforcement des institutions de défense géorgienne (école DIB) en juin 2016 afin de promouvoir une conception commune de la politique de défense et de sécurité à travers toutes les institutions gouvernementales de la Géorgie. Les cours dispensés dans cette école sont axés sur la définition et la mise en œuvre des meilleures pratiques pour l'élaboration de politiques de défense et de sécurité. Pour ce faire, l'école DIB facilite la coopération entre les agences gouvernementales nationales, les pays membres de l'OTAN, les groupes de réflexion sur le partenariat, ainsi que la compréhension et la coopération entre institutions géorgiennes afin de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la réforme en cours du secteur de la sécurité géorgien. À ce jour, l'école a proposé un grand nombre de formations à des professionnels issus d'un large éventail d'institutions gouvernementales et de la société civile géorgiennes.

3. Sécurité maritime

44. Alors que les tensions de sécurité se sont accrues dans la mer Noire depuis l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014 et la saisie effective de la majorité des forces navales ukrainiennes lors de l'incident du détroit de Kertch en 2018, la position stratégique de la Géorgie dans la mer Noire appelle l'attention sur la nécessité de réformer les capacités de sécurité maritime du pays. L'initiative maritime lancée dans le cadre du SNGP est axée sur la capacité de la Géorgie à préserver la sécurité maritime de ses eaux territoriales et de ses côtes par le biais de toute une série d'initiatives allant de la coopération internationale avec l'OTAN et ses partenaires de la mer Noire au développement d'une capacité autonome lui permettant de protéger ses ports par exemple (Entretiens OTAN, 2020). Cette initiative a également permis de rapprocher le Commandement maritime allié (MARCOM) de l'OTAN de la garde côtière géorgienne dans l'optique de préparer cette dernière à sa future participation à l'opération *Sea Guardian* dirigée par l'OTAN.

45. Le département de la garde côtière géorgien et le MARCOM de Londres ont établi un haut niveau de coopération pour permettre à la Géorgie de participer à la vision globale de sécurité dans la mer Noire développée par MARCOM. Le SNGP s'emploie également à renforcer la coopération entre la Géorgie et les pays membres de l'OTAN de manière que la voix de Tbilissi soit entendue dans les débats politiques élargis menés au sein de l'Alliance sur l'évolution de la situation sécuritaire en mer Noire.

4. Le rôle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

46. L'Assemblée parlementaire de l'OTAN entretient depuis longtemps une coopération étroite avec le parlement de Géorgie. La Géorgie a obtenu le statut de membre associé auprès de l'institution en mai 1999 et, à la suite du conflit ayant opposé le pays à la Russie en 2008, l'AP-OTAN a créé le Conseil interparlementaire Géorgie-OTAN (GNIC), en tant que groupe consultatif bilatéral parallèle à la Commission OTAN-Géorgie. Une réunion du GNIC est organisée chaque année au siège de l'OTAN pour faire le point sur des questions telles que l'exécution par la Géorgie de son programme national annuel, l'état d'avancement des initiatives SNGP ainsi que l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays.

47. Le GNIC demeure une importante plateforme pour les législateurs des pays membres de l'OTAN et de la Géorgie où ils peuvent discuter des réformes en cours dans le secteur de la sécurité et de la coopération future. L'AP-OTAN maintiendra son engagement vis-à-vis du GNIC et de la mise en œuvre du SNGP.

C. RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

48. Même si la neutralité est inscrite dans sa constitution, la République de Moldova a renforcé son partenariat avec l'OTAN au fil des ans. Le pays a commencé à entretenir des relations avec l'OTAN en 1992 lorsqu'il a rejoint le Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA). Mais dès que la République de Moldova a commencé à regarder vers l'Ouest, la Russie a pénétré sur son territoire afin d'augmenter son influence sur le pays. L'exemple le plus probant étant le soutien que la Russie apporte depuis 1992 à la région séparatiste de Transnistrie, dont la population est à majorité russophone. La Russie y maintient une forte présence. À ce jour, 1 500 militaires russes restent déployés dans la région en tant que « gardiens de la paix ». La Russie soutient aussi une autre région séparatiste de la République de Moldova : la région autonome de Gagaouzie (Cohen et Radin, 2019).

49. Depuis des décennies, et malgré l'ingérence significative de la Russie, la République de Moldova a tout mis en œuvre pour établir un niveau de coopération efficace avec l'OTAN. L'agression de la Russie en Ukraine a commencé à susciter des préoccupations à Chisinau quant à des intentions plus larges de la Russie dans la région (Chyzhova, 2017). Le fait que la République de Moldova désire depuis longtemps renforcer ses relations avec l'OTAN, conjugué au fait que la Russie multiplie les agressions dans la région de la mer Noire, a ouvert une fenêtre qui a permis au pays de négocier rapidement un paquet d'assistance OTAN et, c'est ainsi qu'en 2014, au sommet du pays de Galles, l'OTAN a approuvé la mise en place d'un paquet DCB. Un paquet personnalisé a été lancé en juin 2015.

50. Le paquet DCB pour la République de Moldova vise en priorité à apporter un soutien aux autorités moldoves dans la formulation d'orientations essentielles à caractère politique et stratégique ainsi qu'un soutien direct, par le biais d'experts en la matière, à des professionnels de la défense moldoves dans des domaines tels que la transformation et la modernisation des forces armées, la cyberdéfense, la formation défense, la réforme des institutions de défense dans le sens d'un renforcement de l'intégrité ainsi que la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette coopération a été consolidée par les efforts déployés par le Bureau de liaison de l'OTAN à Chisinau, qui est un petit bureau civil. En 2019, le Bureau de liaison de l'OTAN a été renforcé avec l'arrivée d'un coordinateur DCB, qui fournit des conseils pour la mise en œuvre du paquet DCB convenu entre l'OTAN et la République de Moldova.

Enjeux politiques

51. La République de Moldova a connu une grave crise politique en 2015 dans un contexte de dégradation de la situation économique aggravée par une corruption gouvernementale endémique. La crise politique qui a suivi a impacté la mise en œuvre du paquet DCB (Chyzhova, 2017). La décision prise par les responsables moldoves de maintenir les réformes du secteur de la sécurité en pleine crise politique a eu des répercussions sur la volonté des donateurs extérieurs de financer en grand nombre les initiatives liées à la SSR, étant donné qu'ils se sont retrouvés sans partenaire fiable à Chisinau (Lins de Albuquerque et Hedenskog, 2016). Avec l'élection du président pro-russe, Igor Dodon, en 2016, les hommes politiques moldoves sont revenus à la stricte neutralité en matière de politique de sécurité, ce qui a atténué la promotion faite par le gouvernement des réalisations issues de la coopération DCB avec l'OTAN. En dépit de cela, la phase I de la DCB a été mise en œuvre avec succès en République de Moldova à la faveur de la fenêtre qui s'est entrouverte entre 2015 et 2019.

52. Un défi majeur pour la mise en œuvre du paquet DCB de l'OTAN en République de Moldova concerne la capacité du pays à absorber les initiatives définies pour atteindre les objectifs fixés, ainsi que la disposition des pays alliés à fournir les ressources nécessaires et qui est menacée par des priorités politiques concurrentes (Entretiens OTAN, 2020).

53. L'actuel premier ministre de la République de Moldova, Ion Chicu, a accordé la priorité à ce qu'il appelle une « politique étrangère équilibrée » et la « reconnaissance internationale de la neutralité de la République de Moldova » et il a intensifié ses relations avec la Russie (Entretiens OTAN, 2020).

D. JORDANIE

54. La Jordanie est un partenaire essentiel de l'OTAN depuis qu'elle a adhéré au Dialogue méditerranéen en 1995. En 1996, l'AP-OTAN a créé le Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient (GSM), où la Jordanie participe en tant que partenaire régional et membre méditerranéen associé. La Jordanie est un partenaire clé de l'OTAN dans une région rongée par des conflits majeurs et par d'autres problèmes mettant en péril la sécurité et la stabilité générales.

55. L'OTAN a mis en place un paquet DCB pour la Jordanie lors du sommet de l'OTAN 2014 au pays de Galles pour témoigner de son soutien politique et militaire à la Jordanie dans une période particulièrement instable sur le plan régional. L'initiative s'intéresse prioritairement à la capacité du gouvernement jordanien, et en particulier aux forces de sécurité du pays, à répondre à des défis tels que la gestion des crises, la sécurité des frontières, le terrorisme, la logistique et la cyberdéfense. Les efforts déployés dans le cadre du paquet DCB pour améliorer les capacités de lutte contre les engins explosifs improvisés (anti-EEI) et la doctrine connexe sont considérés comme un succès. Pour témoigner des progrès ainsi réalisés, la Jordanie a accueilli le premier exercice régional de l'OTAN (REGEX) à être organisé dans un pays du Dialogue méditerranéen en 2017.

56. Une équipe de coordination de l'OTAN sera installée à Amman en 2020 pour superviser, dans le cadre d'une collaboration plus étroite avec les forces armées jordaniennes, la mise en œuvre des mesures de renforcement des capacités [OTAN, 2020(c)].

E. IRAQ

57. Au sommet qu'elle a tenue en 2004 à Istanbul, l'OTAN a mis en place la mission OTAN de formation en Iraq (NTM-I). En 2011, l'Iraq a obtenu le statut de partenaire de l'OTAN, puis a établi un Programme individuel de partenariat et de coopération avec l'Alliance, déverrouillant les mécanismes nécessaires à un dialogue constructif et à une coopération structurée.

58. Le paquet DCB pour l'Iraq a été approuvé en juillet 2015. L'année précédant l'accord sur le paquet DCB, le premier ministre iraquien al-Abadi avait négocié la fourniture d'une assistance bilatérale accrue aux forces iraquiennes de la part de l'OTAN, afin de les soutenir dans leur lutte contre Daech (al Ali, 2018). Les premiers efforts DCB ont essentiellement consisté à aider à inverser la tendance contre Daech. À la suite de quoi, l'Alliance a annoncé le lancement de l'initiative « équipe des priorités stratégiques » pour renforcer les capacités des forces armées iraquiennes dans des domaines tels que l'enlèvement et la destruction des explosifs (EOD) et le déminage (al Ali, 2018). Parallèlement à cela, les Alliés se sont engagés dans la lutte contre Daech après avoir convenu, lors du sommet de l'OTAN tenu à Varsovie en 2016, d'apporter un soutien direct à la coalition mondiale contre Daech. Ce soutien s'est traduit par la mise à disposition de moyens interarmées alliés comme des AWACS (systèmes aéroportés de détection et de contrôle) ainsi que par l'établissement d'un accord visant à intensifier la formation directe de lutte contre le terrorisme à l'intention des forces armées iraquiennes.

59. La Jordanie et la Turquie ont accueilli la première phase de l'initiative pour des raisons de sécurité et l'OTAN a financé la formation de 350 officiers irakiens (OTAN, 2016). La formation dans le pays n'a débuté qu'en 2017, lorsque l'OTAN a mis sur pied une petite équipe de base constituée de civils et de militaires issus de pays membres de l'OTAN pour coordonner la

formation des forces de sécurité iraqiennes à Bagdad. Après la défaite de Daech en Iraq et la restauration du contrôle souverain des Iraquiens sur leur territoire, des mesures DCB supplémentaires ont été réclamées par le gouvernement de Bagdad. En conséquence de quoi, les activités DCB pour l'Iraq ont été élargies lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles en 2018, avec le lancement d'une mission non combattante de formation et de renforcement des capacités en Iraq, la mission OTAN en Iraq (NMI).

1. Mission OTAN en Iraq (NMI)

60. La NMI a été lancée à Bagdad en octobre 2018. La NMI permet de renforcer les forces de sécurité et les institutions de formation militaire iraqiennes par le biais de ses initiatives de formation. Dans le cadre de cette mission sont également délivrés des conseils pour la réforme du secteur de la sécurité iraqienne, avec pour objectifs la promotion de la transparence, de la responsabilité et de l'intégrité dans le secteur de la défense et de la sécurité, ainsi que le développement, l'entraînement et la formation des forces militaires iraqiennes de sorte à éviter la résurgence de Daech (OTAN, 2020).

61. Le personnel de la NMI, qui comprend des militaires et des civils, s'emploie à renforcer les compétences dans des secteurs tels que la médecine militaire, la lutte contre les engins explosifs improvisés, l'EOD, le déminage, la cyberdéfense ainsi que les réformes des structures de sécurité nationale aux fins de soutien de la planification civilo-militaire des opérations, la préparation de la société civile, l'État de droit et le droit des conflits armés ainsi que les initiatives de lutte contre la corruption (Missiroli, 2019). La mission, qui compte 500 formateurs, conseillers et personnes de soutien issus de pays membres et de pays partenaires de l'OTAN, a atteint sa pleine capacité opérationnelle en septembre 2019 [OTAN, 2020(c)].

62. La résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité est par ailleurs mise en œuvre dans le cadre de cette mission. La NMI introduit une capacité de conseil pour les questions de genre et la dimension du genre dans les institutions et écoles militaires iraqiennes (OTAN, 2019).

63. Cette mission est placée sous le contrôle direct et efficace du gouvernement iraqien.

2. La concurrence régionale américano-iranienne

64. L'escalade des tensions entre l'Iran et les États-Unis s'est affichée aux yeux de tous en début d'année, lorsque le général iranien Qassem Soleimani a été tué par un tir de drone états-unien le 3 janvier 2020 en Iraq. L'Iran a réagi à la mort de Soleimani en procédant, le 8 janvier, à des tirs de missiles balistiques contre deux bases en Iraq où étaient stationnées des forces états-uniennes. Si cette attaque n'a pas fait de victimes parmi les forces armées prises pour cible, un grand nombre de militaires ont dû être traités par la suite pour des lésions cérébrales traumatiques dues au choc commotionnel provoqué par les frappes (Zaveri, 2020).

65. Au cours des décennies où il a dirigé la Force al-Qods iranienne¹⁷, Qassem Soleimani était chargé de l'entraînement et du ravitaillement des forces pro-iraniennes dans tout le Moyen-Orient. Ces forces par procuration ont attisé la violence régionale en déployant des tactiques empruntées aux terroristes ou aux milices dans des pays comme le Liban, Israël ou l'Iraq. L'entraînement, le

¹⁷ La Force al-Qods est la branche des Gardiens de la révolution iraniens opérant à l'étranger. Depuis la révolution iranienne de 1979, cette projection à l'étranger s'est traduite par le financement et l'entraînement de groupes armés, souvent chiites, pour exporter les objectifs de la révolution iranienne, en recourant à la force, dans des arènes régionales telles que le conflit israélo-arabe, les forces armées états-uniennes en Iraq, et par le soutien du régime Assad à Damas depuis le début de la guerre civile en Syrie.

ravitaillement et l'intervention directe de la Force al-Qods sont des facteurs déterminants de la résilience dont fait preuve le régime Assad dans la guerre civile syrienne. Depuis des années, les factions chiites entraînées et armées par la Force al-Qods font des centaines de victimes au sein des forces armées états-uniennes opérant dans le pays (Arango, et. al., 2020). Depuis des décennies, l'Iraq sert de champ de bataille par procuration à la concurrence régionale entre les États-Unis et l'Iran.

66. Le 5 janvier 2020, le Conseil des représentants iraquien a voté une résolution demandant l'expulsion des troupes étrangères du pays (Rasheed, 2020). Même si cette résolution n'était pas contraignante et qu'elle aurait exigé bien des étapes supplémentaires avant que le gouvernement puisse la faire appliquer, elle a cependant mis en lumière les tensions que l'escalade entre les États-Unis et l'Iran a provoquées dans le pays

67. Comme mesure de précaution contre une éventuelle poursuite des représailles pour la mort de Soleimani, l'OTAN a provisoirement suspendu la NMI afin de garantir la sécurité et la protection des 500 membres du personnel qui se trouvent en Iraq. À la suite de quoi, le gouvernement iraquien a demandé que, non seulement, la mission de l'OTAN reste dans le pays, mais aussi qu'elle soit élargie.

68. Dans le sillage des événements de janvier, le président américain Donald Trump a appelé l'Alliance à renforcer son rôle de force d'assistance à la sécurité au Moyen-Orient afin d'atténuer certains des problèmes de sécurité à long terme dans la région (Brzozowski, 2020). Le 12 février 2020, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a réaffirmé l'engagement de l'OTAN en Iraq, soulignant que l'organisation a déployé ses efforts dans ce pays à l'invitation du gouvernement iraquien et dans le plein respect de la souveraineté du pays. Il a par ailleurs fait remarquer que les ministres de la défense des pays de l'Alliance avaient « donné leur accord de principe pour un renforcement de la mission OTAN de formation dans ce pays » (OTAN, 2020b).

69. L'OTAN étudie actuellement, en étroite collaboration avec le gouvernement iraquien, la possibilité d'élargir la mission et le mandat liés à l'initiative DCB en Iraq (OTAN, 2020).

F. TUNISIE

70. La coopération de l'OTAN avec la Tunisie a été lancée en 1994 dans le cadre du Dialogue méditerranéen. En 2014, l'OTAN a établi un Programme individuel de partenariat et de coopération avec le gouvernement tunisien. À l'origine, le programme mettait l'accent sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité des frontières en Algérie et en Libye.

71. La vague d'attentats terroristes survenue en Tunisie en 2015 a néanmoins amené le premier ministre Habib Essid à solliciter l'instauration d'une coopération plus approfondie avec l'OTAN (Profazio, 2018). La menace d'un extrémisme issu d'une détérioration de la situation en Libye et les problèmes grandissants résultant d'une violence guidée par l'extrémisme ont empiré au cours des années qui ont suivi. C'est pourquoi les Alliés ont accédé à la demande de la Tunisie pour que le paquet DCB aide à faire face aux enjeux plus larges liés à la sécurité du pays. Le paquet DCB pour la Tunisie vise en priorité à renforcer les capacités de défense du pays dans les domaines de la cyberdéfense et la lutte anti-EEI, et à promouvoir la transparence au niveau de la gestion des ressources [OTAN, 2020(c)].

72. En Tunisie, les efforts déployés au titre de l'initiative DCB de l'OTAN sont essentiellement des activités de formation et d'entraînement destinées aux forces armées tunisiennes.

IV. LES DÉFIS À VENIR EN MATIÈRE DE DCB : CONCLUSIONS PROVISOIRES À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES DE L'OTAN

73. Comme le soulignent les experts de l'OTAN, un enseignement essentiel qu'il faut tirer de la longue expérience de l'Alliance avec les programmes de partenariat est la nécessité de répondre aux besoins spécifiques des pays concernés. Ainsi, des responsables de l'OTAN notent que plusieurs principes essentiels sous-tendent leur approche : établir une vision coordonnée et approuvée des buts recherchés par le pays allié et le pays partenaire avec le programme, ne pas poser de principes prédéterminés pour définir l'organisation des institutions d'un pays dans le secteur de la sécurité, et éviter de supposer d'emblée que tout doit être changé pour que l'investissement soit fructueux.

74. Toutefois, comme le montre clairement ce projet de rapport, les principaux problèmes qui demeurent portent sur la manière de rendre les activités bilatérales de partenariat de l'Alliance plus stratégiques, plus cohérentes et plus efficaces. Pour aider l'Alliance à atteindre son objectif *Un partenaire, un plan*, quelques recommandations ont été compilées ci-après, que les parlementaires des pays de l'OTAN pourront prendre en considération au moment de réfléchir à la manière d'utiliser leurs propres ressources et forces nationales pour mener des activités dans un pays partenaire.

75. **Témoigner d'un fort soutien politique en faveur des initiatives DCB de l'OTAN**, c'est ce que tous les parlementaires des pays membres de l'OTAN devraient prendre en considération. Comme indiqué au préalable, les efforts déployés par les Alliés pour investir dans une réforme efficace et durable du secteur de la défense et de la sécurité chez des pays partenaires peut avoir un impact direct sur la sécurité de l'OTAN au sens plus large : *la sécurité coopérative de l'OTAN doit être considérée comme un principe de défense collective*. Les problèmes sécuritaires dans le voisinage immédiat de l'OTAN, depuis la guerre civile en Syrie jusqu'à l'intervention de la Russie en Ukraine, ont de nets effets de débordement. Et ce ne seront certainement pas les derniers problèmes qui émaneront de régions ou de pays voisins des territoires et des populations de pays de l'OTAN. Les parlementaires des pays membres de l'OTAN ont un rôle à jouer pour stimuler le soutien à l'échelle parlementaire, afin que leurs pays respectifs en fassent davantage pour participer à l'initiative DCB.

76. **Une plus grande transparence des Alliés** est également importante au siège de l'OTAN à Bruxelles et entre pays membres, au sujet des initiatives déployées individuellement dans tel ou tel pays au titre d'un programme de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant. Comme l'a fait remarquer un responsable de l'OTAN, « l'OTAN n'a parfois absolument aucune idée de ce que les Alliés entreprennent individuellement avec tel ou tel partenaire à un niveau bilatéral » (Entretiens OTAN, 2020). Tant qu'il n'y aura pas une plus grande transparence sur ce que font les Alliés, il restera difficile d'obtenir une « image » claire des problèmes rencontrés ou des progrès réalisés par telle ou telle initiative. Une plus grande transparence des engagements en cours et planifiés aidera donc grandement à cibler les zones critiques nécessitant une assistance, à réduire les doubles emplois et à utiliser plus efficacement les ressources en général.

77. **Soutenir la DCB de l'OTAN est une priorité stratégique pour tous les Alliés**. Investir dans un développement ciblé des capacités peut contribuer à renforcer les forces nationales des partenaires : des initiatives de partenariat allant de la formation et aux exercices jusqu'à la réforme de l'État de droit dans le but de réduire les facteurs de corruption, ou visant à mettre sur pied des programmes d'acquisition efficaces et adéquats contribuent largement à la transformation et à la modernisation des forces armées d'un pays. Le fait que ce soient les cinq pays mentionnés ici qui bénéficient actuellement du soutien DCB répond à une logique bien particulière, chacun ayant une position géographique stratégique permettant d'ancrer cette stabilité si nécessaire dans le secteur

de la sécurité. Chacun de ces paquets mérite une attention renouvelée et un soutien politique ciblé de la part des gouvernements et des parlements des pays alliés pour garantir que ces paquets soient aussi fructueux que possible.

78. **Regain d'attention porté à la Géorgie :** comme le constateront les interlocuteurs de l'OTAN, les succès enregistrés par le **programme SNGP** ne font aucun doute si l'on regarde les progrès constants et impressionnants réalisés par la Géorgie à tous les niveaux. C'est un signe encourageant de voir que tous les Alliés ont signé une lettre reçue récemment du Royaume-Uni invitant à se concentrer sur un éventuel regain d'investissement dans le SNGP pour contribuer à le faire progresser. Pour répondre à cette volonté renouvelée de l'Alliance en faveur d'investissements à l'appui d'un renforcement du secteur de la sécurité en Géorgie, **les parlementaires des pays membres de l'OTAN peuvent et devraient appeler à veiller à ce que les réformes démocratiques se poursuivent en Géorgie**, pays qui est revenu au centre de l'attention récemment. Les parlementaires des pays de l'Alliance devraient rappeler aux partis politiques géorgiens l'accord qu'ils ont signé le 9 mars lorsqu'il s'agira de tenir les élections législatives en octobre 2020. L'application de politiques parlementaires efficaces pourra faire progresser le pays sur la voie des indispensables réformes de l'État de droit, lesquelles restent nécessaires pour garantir le développement d'un secteur de la sécurité plus transparent et plus efficace, répondant aux intérêts du pays.

79. Une **inclusion plus large de la Jordanie** dans les programmes d'exercices et d'éducation de l'OTAN est impérative. Peut-être plus que n'importe quel autre bénéficiaire de la DCB, la Jordanie a besoin d'une aide ciblée et efficace si elle veut pouvoir rester l'oasis de stabilité qu'elle représente actuellement dans une région accablée par les troubles. On ne saurait sous-estimer l'importance politique et militaire représentée par la présence d'un partenaire jordanien fort au Moyen-Orient, dans une région en proie aux conflits, aux déplacements de populations et au manque de ressources. Le Royaume de Jordanie demeure un ancrage de stabilité qui doit encore être renforcé par des occasions de partenariat plus étroites avec les forces armées jordaniennes.

80. **Maintenir la Tunisie au centre de l'attention.** Tout comme la Jordanie, la Tunisie est un partenaire unique de l'OTAN dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le pays continue d'avancer timidement vers de véritables réformes démocratiques tandis que les résultats de l'assistance dont la Tunisie bénéficie depuis 2011 devrait être passée en revue pour garantir que la série de programmes porte bien sur ce dont les Tunisiens ont besoin pour continuer d'établir des institutions de défense performantes, capables de servir les intérêts du pays. Le lancement d'initiatives plus larges en vue d'assurer un contrôle démocratique des forces armées tunisiennes sera essentiel pour ancrer la Tunisie en tant que pilier d'un ordre démocratique stable en Afrique du Nord.

81. **Une occasion pour l'OTAN de jouer un rôle important et durable en Iraq.** L'Iraq reste à une fragile croisée des chemins depuis l'énorme défi de sécurité auquel le pays a été confronté avec la montée de Daech en 2014. Les forces armées du pays sont prêtes à collaborer avec l'OTAN à un niveau beaucoup plus approfondi pour s'assurer d'être capables de faire face à tout problème futur susceptible d'émaner d'un acteur étatique ou non étatique. Les législateurs des pays membres de l'OTAN devraient encourager le dialogue entre l'OTAN et le gouvernement iraquien en vue d'approfondir le rôle de l'Alliance dans le développement des institutions de défense iraqiennes. Pour peu de bénéficier d'un fort soutien politique et financier de la part des Alliés, l'OTAN pourra aider significativement l'Iraq à devenir un ancrage de stabilité.

82. **La République de Moldova, un partenaire qui demeure précieux pour l'OTAN.** Le programme DCB de l'OTAN continue de jouer un rôle important en République de Moldova en ce sens qu'il aide les professionnels de la défense moldaves à élaborer et à mettre en œuvre leurs stratégies de défense et militaires nationales. L'OTAN est également un partenaire solide aux

côtés de la République de Moldova, qu'elle épaula dans les efforts que le pays déploie actuellement pour transformer et moderniser ses forces armées. L'OTAN devrait continuer d'aider ce pays tout en respectant le souhait de celui-ci de rester neutre. Certes, la République de Moldova aura du mal à sortir d'une situation sécuritaire et économique difficile et les efforts déployés absorberont beaucoup de temps et de ressources, mais elle profitera grandement du fait d'avoir un partenaire fiable à ses côtés pour l'aider à façonner l'avenir qu'elle s'est elle-même choisie.

PROJET

BIBLIOGRAPHIE

- al Ali, Ali Ziad, "Prospects for strategic partnership between Iraq and NATO, *Al-Bayan Center for Planning and Studies*, 2018.
- AP-OTAN, rapport de la sous-commission sur l'avenir de la sécurité et des capacités de défense, commission de la défense et de la sécurité (DSC), présenté par Lara Martinho, octobre 2019, [Les exercices de l'OTAN - Évolution et enseignements, \[137 DSCFC 19 F\]](#)
- Arango, Tim, Ronen Bergman, and Ben Hubbard, "Qassem Suleimani, Master of Iran's Intrigue, Built a Shiite Axis of Power in Mideast" *The New York Times*, 2 January 2020.
- Brzozowski A. (2020), "Iran ready to stand down says Trump, urges greater NATO involvement in Middle East," *Euroactiv*, 8 January 2020. <https://www.euractiv.com/section/defence-and-security/news/iran-ready-to-stand-down-says-trump-urges-greater-nato-involvement-in-middle-east/>
- Caparini, Marina, "Security sector and NATO and EU enlargement" in SIPRI Yearbook 2003: *Armaments, Disarmament and International Security*, ed. Stockholm International Peace Research Institute, 2003. <https://www.sipri.org/yearbook/2003/07>
- Çelikpala, Mitat, "Security in the Black Sea Region: Policy Report II", Commission on the Black Sea, *Bertelsmann Stiftung*, 2010.
- Chyzhova, Olga, "Evolution in Moldova Security Sector: Prospects for the Future," Ukrainian Prism: Foreign Policy Council, 23 November 2017. <http://prismua.org/en/evolution-moldova-security-sector-prospects-future/>
- Cohen, Raphael and Radin, Andrew, "Russia's hostile measures in Europe: Understanding the Threat, *RAND Corporation*, 2019.
- DCAF,
- 2015 a – "La réforme du secteur de la sécurité : Appliquer les principes de bonne gouvernance au secteur de la sécurité," *RSS Document d'information*, novembre 2015, https://www.files.ethz.ch/isn/195671/DCAF_BG_2_Security%20Sector%20Reform.11.15.pdf
 - 2015 b - "Le secteur de la sécurité : Rôles et responsabilités dans la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité", novembre 2015, https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_3_The%20Security%20Sector.11.15.pdf
 - "Overview of SSR policies of multilateral organisations", March 2017, <https://issat.dcaf.ch/download/97979/1726204/Overview%20of%20SSR%20policies%20of%20multilateral%20organisations%20March%202017.pdf>
- Eckhard, Steffen, "The challenges and lessons learned in supporting security sector reform", *Friedrich Ebert Stiftung*, June 2016.
- Flanagan, Stephen and Chindea Irina, "Russia, NATO and Black Sea Security Strategy" *RAND Corporation*, 2019.
- Ghiles, Francis, *Tunisia's delicate balancing act with NATO*, 2018 <https://www.middleeasteye.net/opinion/tunisi-as-delicate-balancing-act-nato>, accessed on 14 February 2020.
- Hodges, Ben, Bugajski Janusz, Doran, Peter, "Strengthening NATO's Eastern Flank: a strategy for Baltic-Black Sea Coherence", CEPA, November 2019.
- International Crisis Group, *Rescuing Iraq from the Iran-US Crossfire*, January 2020, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/rescuing-iraq-iran-us-crossfire>
- Kaim, Markus, "Reforming NATO's Partnerships", SWP Research Paper, January 2017,
- Lesser, Ian; Brandsma, Charlotte; Basagni, Laura; Lete, Bruno Joanne "The Future of NATO's Mediterranean Dialogue: : Perspectives on Security, Strategy, and Partnership" The German Marshall Fund of the United States, June 2018,
- Lins de Albuquerque, Adriana and Hedenskog, Jakob,
- Georgia: A Defence Sector Reform, Assessment", FOI-R--4306--SE, October 2016.
 - Moldova: A Defence Sector Reform Assessment", FOI-R--4350--SE, December 2016.

Missiroli, Antonio. & Genna, Federica, "Security Challenges in the Mediterranean: NATO's Role", University of Malta, Mediterranean Academy of Diplomatic Studies, April 2019.
https://www.um.edu.mt/library/oar/bitstream/123456789/46710/1/Security_challenges_in_the_Mediterranean_NATO's_role_2019.pdf

Missiroli Antonio, "NATO and the South," Real Instituto Elcano Royal Institute, July 2019.
http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/missiroli-nato-and-the-south

OTAN

- "La déclaration de Londres", 6 juillet 1990,
https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_23693.htm?selectedLocale=fr
- "La déclaration du sommet du Pays de Galles", 5 septembre 2014,
https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_112964.htm?selectedLocale=fr
- Fiche d'information : paquet substantiel OTAN-Géorgie, 2016
https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_02/20160303_160209-factsheet-sngp-full-eng.pdf
- Dossier médias : coopération avec la République de Moldova, 2017
https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2017_12/20171207_1207-Backgrounder_NATO-Moldova_en.pdf
- "L'établissement d'institutions de défense", mis à jour le 9 mai 2018.
https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50083.htm?selectedLocale=fr
- "Déclaration du sommet de Bruxelles", 11 juillet 2018,
https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_156624.htm?selectedLocale=fr
- "Rapport annuel du secrétaire général 2018", 14 mars 2019,
https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_164187.htm
- "Initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant" 2019,
https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_132756.htm?selectedLocale=fr
- Allocution du conseiller pour les questions de genre à l'occasion de la Journée internationale des femmes, 2019 <https://jfcnaples.nato.int/nmi/news-room/news/2019/gender-advisor-speaks-up-for-international-womens-day>
- 2020 a – fiche pays Jordanie, janvier 2020, <https://www.nato.int/science/country-filiers/Jordan.pdf>
- 2020 b - "Conférence de presse du secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg" le 12 février 2020. https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_173298.htm
- 2020 c – Rapport annuel 2019 du secrétaire général, publié le 19 mars 2020.

Entretiens OTAN, réalisés par l'auteur avec des responsables de l'OTAN, mars 2020

Revue de l'OTAN, Projection de la stabilité : les lignes d'action, par Diaz-Plaja Ruben (2018)
<https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2018/03/13/projection-de-la-stabilite-les-lignes-d-action/index.html>

Profazio, Umberto,

- "NATO's Limited Leeway in North Africa, Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 5 July 2018. <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/natos-limited-leeway-north-africa-20926>
- "Tunisia's Reluctant Partnership with NATO" *International Institute for Strategic Studies (IISS)*, April 2018. <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2018/04/tunisia-reluctant-partnership-nato>

Puebla, Fernando "Projecting stability on NATO's southern flank: How can NATO and the EU ensure efficient cooperation", IIEE, 13 November 2018,

Raji Azita, (2019), *The Partnerships for Peace: a quiet NATO success story*,

War on the Rocks, 8 April 2019. <https://warontherocks.com/2019/04/the-partnership-for-peace-a-quiet-nato-success-story/>

Rasheed, Ahmed, Ahmed Aboulenein, "Iraqi Parliament Backs Government Push to Expel Foreign Troops," *Reuters*, 5 January 2020.

- Ryan, Curtis. (2018), What Jordan Means for NATO, available at <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/what-jordan-means-nato-and-vice-versa-20934> , accessed on 13 February 2020.
- Simmons, Ann, *Tiny Moldova Fears Russia is playing a long game*,” The Wall Street Journal, 28 June 2019. <https://www.wsj.com/articles/tiny-moldova-fears-russia-is-playing-a-long-game-11561716028>
- Slocombe, Walter, “NATO, EU and the Challenge of Defence and Security Sector Reform”, Philipp Fluri, Simon Lunn (Eds.), 2007.
- Zaveri, Mihir, “More than 100 Troops Have Brain Injuries from Iran Missile Strike, Pentagon Says,” *The New York Times*, 10 February 2020. <https://www.nytimes.com/2020/02/10/world/middleeast/iraq-iran-brain-injuries.html>
-